

Le dessous des cartes : la proximité pour un diagnostic précis

Politique territoriale de référence, la politique de la ville a ses cartes. Au recto, on trouve la géographie prioritaire telle que définie officiellement, à partir de critères arrêtés par la loi et parfois à la suite d'âpres négociations politiques. Au verso, il y a le territoire tel qu'il est vécu. Cet article propose de tourner la carte officielle de la politique de la ville et de s'arrêter sur les réalités d'un quartier : Fontbouillant, à Montluçon. Marc Hebel, directeur de la MJC-centre social, structure implantée au cœur de ce quartier, revient sur le diagnostic réalisé à l'occasion du renouvellement du projet social de l'association en 2023.

Lorsqu'on travaille dans un centre social, la notion de périmètre est un enjeu important car elle détermine les actions, les moyens, les partenaires et les publics auxquels on s'adresse. Dans l'Allier, ces structures se trouvent principalement en milieu rural et le plus souvent associées à des communautés de communes. Elles disposent donc de périmètres administratifs extrêmement définis. La MJC-centre social de Montluçon, quant à elle, est située dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), mais ne dispose pas d'un mandat spécifique à cette localisation. Pour le périmètre, nous préférons employer la notion de territoires au pluriel qui, en fonction des actions, représente l'agglomération, les trois quartiers de la politique de la ville ou le quartier vécu de Fontbouillant. Cette particularité est due au large panel d'actions et de services mis en place, à l'évolution de la structure depuis sa création en 1966, et à l'histoire de la ville de Montluçon.

Au fil de l'évolution des politiques publiques, les dispositifs et les acronymes se sont succédé en même temps que les variations du carroyage. Ces zonages, définissant des limites très précises, ne peuvent pas représenter fidèlement la réalité du quartier de Fontbouillant. Ils ne prennent pas en compte les liens entre les anciens et les nouveaux habitants, les déplacements de population dans le cadre du plan de rénovation urbaine de 2010,

les services, les associations, les établissements, les équipements et les commerces. Ces éléments constituent ce que nous appelons le « quartier vécu », c'est-à-dire l'espace géographique commun partagé. Plus qu'un simple usage, nous parlons ici de sentiment d'appartenance et d'ancrage.

Observations et tendances sociodémographiques

Sur le quartier de Fontbouillant, la quasi-totalité des logements est gérée par le bailleur social Montluçon Habitat, ce qui représente une population de 1 250 habitants. Si le type d'habitat a évolué avec le renouvellement urbain, les difficultés sociales sont persistantes. Le taux de pauvreté s'élève à 48,5 % (contre 14,4 % au niveau national) et le taux de chômage à 19,6 % (contre 10,6 % au plan national). Une des particularités de ce territoire est aussi le nombre important de familles monoparentales. On observe une forte représentation des bénéficiaires des minima sociaux et de l'allocation adulte handicapé (AAH), ainsi qu'une population significative de personnes de plus de 70 ans. Toutefois celle-ci est masquée statistiquement par la présence d'un foyer de jeunes travailleurs et d'un grand immeuble de logements étudiants géré par le Crous. Si l'on ajoute

- au zonage QPV le reste du « quartier vécu », qui représente environ 2 800 habitants, on relativise légèrement ces problématiques d'exclusion sociale, mais on constate plus nettement le vieillissement de la population, avec un urbanisme composé de maisons individuelles habitées par des personnes âgées dont les enfants sont partis pour faire leurs études ou trouver du travail. Le niveau de qualification des demandeurs d'emploi vivant en QPV est plus bas que dans le reste de l'agglomération, ce qui se combine avec d'autres freins comme le niveau de français, la garde d'enfants, le faible équipement pour se déplacer, et les horaires de travail atypiques plus présents qu'ailleurs.

Recueillir l'avis de ceux et celles qui font le territoire

Pour un diagnostic sensible, il faut comprendre que les habitants ne sont pas uniquement des individus définis par leurs besoins, mais aussi animés par des désirs et des aspirations. Leurs points de vue sont aussi pertinents que peuvent l'être les chiffres, et assurément indispensables pour créer les conditions de l'émancipation individuelle et collective.

Il faut aussi souligner la richesse des intervenants du territoire prêts à œuvrer à des projets communs et à être ressources (assistants sociaux, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants, avocats, etc.). Avec le reste de l'écosystème d'activités et de services présents sur le quartier (associations, travailleurs sociaux, services publics, commerces de proximité), nous les avons sollicités pour ce diagnostic de territoire. Bien entendu, la consultation des habitants et usagers de la structure a occupé une large partie de ce diagnostic. Pour cela, une commission de renouvellement du projet social, rassemblant le conseil d'administration, les salariés et une dizaine d'adhérents volontaires, a été mise en place. Un questionnaire a été diffusé aux habitants et un travail de réflexion-crédation artistique des usagers de la structure a été réalisé. Un artiste les a accompagnés pour la création de tableaux en subgraphie¹, interrogeant leur relation à la structure et l'identité de leur groupe ou de leur condition.

Entre sentiment d'injustice et besoin d'être utile

Au travers de ces dispositifs d'expression, plusieurs constats ont été identifiés.

Une partie des habitants éprouve un sentiment d'injustice, en raison d'un accès réduit aux services, d'un manque de considération et de droits moindres par rapport au reste de la population : « Avant il y avait un point d'accueil mairie sur le quartier, maintenant il faut aller à la cité administrative ! Et les bus, à mon âge, c'est pas facile. » Les questionnaires ont nettement fait entendre la demande de services de proximité et d'accompagnement dans la vie quotidienne. Au regard des statistiques décrivant les QPV, ce sentiment est en partie fondé mais est aussi symptomatique d'une anticipation de ce qui définit la « normalité » de l'accès du reste de la population aux services.

Est aussi observé un « désir » ou « besoin » d'être utile. Plus nous expérimentons les consultations auprès des habitants au fil des années, plus nous remarquons leur capacité à repérer les dysfonctionnements et à proposer des solutions (petit-déjeuner partagé entre partenaires et population, mise en place de porteurs de paroles, projet de Web TV à propos des maraudes...). Ils sont souvent volontaires pour agir eux-mêmes sur les aspects qu'ils identifient.

Parmi les autres remontées, la demande de séjours et les sorties dans les parcs sont énormément revenues. Plus largement, l'envie de partager des temps collectifs et conviviaux est toujours aussi forte.

Les retours de cette consultation ne sont pas sans lien avec le constat d'isolement du quartier présenté précédemment, qui ne concerne pas uniquement les personnes âgées mais également les demandeurs d'emploi, les décrocheurs scolaires, les jeunes, les exclus sociaux, les parents seuls... Il reste aux habitants ce sentiment de solitude qui ne peut être apaisé que par les relations directes et le partage de temps collectifs. ●

Marc Hebel

Pour en savoir plus, le projet social est disponible sur <https://www.mjc-centresocial-montlucon.fr/>

1. Technologie de reproduction d'images de très haute qualité sur des matériaux durs où un vernis polyester a été appliqué en amont.